

Des Burundaises demandent à participer au dialogue pour le retour de la paix

RTBF, 21 décembre 2015 Les femmes burundaises, actrices à part entière de la résolution de la crise Samedi 19 décembre l'Ouganda, pays médiateur dans la crise burundaise a fait savoir par la voix de Crispus Kiyonga, son ministre de la Défense, la reprise des négociations pour le retour de la paix au Burundi. Une décision prise par celle du v... de l'Union Africaine pour l'envoi de troupes africaines au Burundi. Une date a enfin été décidée : le 28 décembre à la State House à Entebbe, l'Ouganda relancera le dialogue burundais a annoncé le ministre Kiyonga. Gouvernement, opposition ainsi que la société civile sont sensés se retrouver en Ouganda pour la relance du dialogue et la recherche du retour de la paix et la sécurité au Burundi.

Depuis le mois d'avril, le pays est en proie à une crise qui a fait plusieurs centaines de morts selon les dernières estimations. Rappelons que le vendredi 11 décembre la crise aura atteint son paroxysme entraînant la mort ainsi que l'enlèvement de plusieurs personnes. Pour certaines organisations des Droits de l'Homme, le "vendredi noir" de Bujumbura aura été l'un des jours les plus sanglants depuis le début de la crise. L'annonce de la reprise des négociations a été saluée par de nombreuses organisations de la société civile ainsi que l'opposition. Présent à Entebbe depuis le 14 décembre, le Mouvement des Femmes et Filles pour le retour de la paix et la sécurité au Burundi a fait savoir via sa présidente Marie-Louise Baricako son entière satisfaction par rapport à la relance de la médiation ougandaise. Les femmes à la table de la négociation Ce mouvement qui s'était donné rendez-vous à Entebbe avec d'autres femmes de la sous-région venues essentiellement du Rwanda, du Kenya, du Sud Soudan ainsi que de l'Ouganda, travaille d'arrache-pied pour que les femmes puissent également s'asseoir à la table des négociations. Elles réclament un dialogue inclusif mais surtout le retour d'un climat de paix au Burundi ainsi que la cessation des hostilités. "Nous saluons cette décision de la médiation ougandaise. Nous souhaitons vraiment le retour de la paix au Burundi et espérons que le dialogue sera inclusif et qu'il se déroulera dans un climat de sécurité au Burundi. Les esprits doivent être suffisamment paisibles pour contribuer efficacement au dialogue. Les femmes représentent 52% de la population, nous aimerions participer au dialogue car oui, nous les femmes avons une contribution à apporter pour le retour de la paix et la sécurité dans notre pays. Nous attendons de ce dialogue un véritable nouveau départ pour le Burundi", a-t-elle précisé. Pour sa part, le ministre ougandais de la Défense, Crispus Kiyonga, a rappelé l'urgence de la reprise des dialogues en insistant sur le fait que la préservation de la vie des populations burundaises est et reste la préoccupation de tous ceux qui sont impliqués dans le dialogue pour le retour de la paix. "Il est important de rappeler l'urgence des négociations car la situation continue à se détériorer au Burundi et c'est la vie des habitants de ce pays que nous devons absolument préserver". Mission africaine Préserver la vie et travailler assiduellement pour enrayer le cycle de violences au Burundi, c'est aussi ce à quoi aspirent d'autres organisations comme l'Union Africaine (UA) qui a annoncé vendredi 18 décembre via communiqué le vote par son Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) pour l'envoi d'une force militaire de 5000 hommes sur le sol burundais. Réunis à Addis Abeba en Éthiopie, le CPS a décidé d'autoriser le déploiement d'une mission africaine de prévention et de protection (MAPROBU) pour une période de six mois. La décision de l'UA a donc été soumise à Bujumbura qui disposait de 96 heures pour donner sa réponse. Bujumbura n'a pas tardé à se faire entendre. "Si les troupes de l'UA venaient sans l'aval du gouvernement, il s'agirait alors d'une force d'invasion et d'occupation, et le gouvernement burundais se réserverait dans ce cas le droit d'agir en conséquences" a déclaré Jean Claude Karerwa le porte-parole adjoint du président Pierre Nkurunziza à l'AFP le dimanche 20 décembre 2015. "Le Burundi n'est pas prêt à accueillir une telle force de l'UA sur son territoire", a-t-il poursuivi. La reprise des négociations burundaises reste donc au cœur de toutes les discussions et chacune des parties prenantes entend faire entendre sa voix à partir du 28 décembre à Entebbe. En attendant, les populations burundaises, elles, continuent d'espérer le retour imminent de la paix. Wendy Bashi à Entebbe